

## V. STATISTIQUES

Pour assurer la comparabilité des chiffres, les statistiques qui étaient traditionnellement établies du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de chaque année, ont été remaniées sur la base des exercices civils. Les dernières statistiques publiées portaient sur les chiffres au 30 juin 2002.

### 1. CHIFFRES CLÉS

#### 1.1. Du 1<sup>er</sup> décembre 1993 au 31 décembre 2003

Nombre de déclarations de soupçon	83.156
Nombre de déclarations transmises aux procureurs du Roi	50.088
Déclarations transmises/Total des déclarations	60,2 %
Nombre de dossiers	15.780
Nombre de dossiers transmis aux procureurs du Roi	5.764
Dossiers transmis/Total des dossiers	36,5 %
Montants relatifs aux dossiers transmis aux procureurs du Roi*	11.104,59
Nombre d'oppositions	171

\* Montants en millions de EUR

#### 1.2. Evolution au cours des 5 dernières années

	1999	2000	2001	2002	2003
Déclarations de soupçon	8.869	10.107	12.723	13.120	9.953
Nombre de nouveaux dossiers	1.678	1.918	2.332	2.489	2.036
Nombre de dossiers transmis aux procureurs du Roi	492	798	985	1.034	783
Montants relatifs aux dossiers transmis aux procureurs du Roi*	1.322,78	1.121,02	806,93	2.678,50	1.149,86
Nombre d'oppositions	14	6	23	34	29

\* Montants en millions de EUR

Les chiffres de l'exercice 2003 montrent pour la première fois une réduction sensible du nombre de déclarations (24,1 %). L'explication de cette évolution provient pour l'essentiel de la chute de 41 % des déclarations provenant des bureaux de change (voir point 2.3 du présent chapitre) suite à l'introduction physique de l'euro. Cette chute est partiellement compensée par une augmentation sensible en 2002 (53,2 %) et en 2003 (13,9 %) des déclarations provenant des établissements de crédit.

### 1.3. Evolution du nombre total de dossiers pour les 5 dernières années

	<b>au 31/12/99</b>	<b>au 31/12/00</b>	<b>au 31/12/01</b>	<b>au 31/12/02</b>	<b>au 31/12/03</b>
Nombre total de dossiers	7.019	8.937	11.269	13.758	15.780
Nombre total de dossiers transmis aux procureurs du Roi	2.164	2.962	3.947	4.981	5.764
Dossiers transmis/Nombre total de dossiers	30,8 %	33,1 %	35,0 %	36,2 %	36,5 %
Nombre total de dossiers classés par la Cellule	3.744	4.885	5.893	7.595	9.333
Dossiers classés/Nombre total de dossiers	53,3 %	54,7 %	52,3 %	55,2 %	59,2 %

Depuis sa création, la Cellule a classé 9.333 dossiers, soit 59,2 % de l'ensemble des dossiers. En vue d'assurer un retour d'information, elle en a informé les organismes concernés, tout en leur précisant que ces classements sont par essence provisoires et ne les dispensent pas d'effectuer une déclaration au cas où de nouvelles opérations suspectes se présenteraient. Ces dossiers classés représentent 30.394 déclarations de soupçon, soit 37,2 % du total des déclarations.

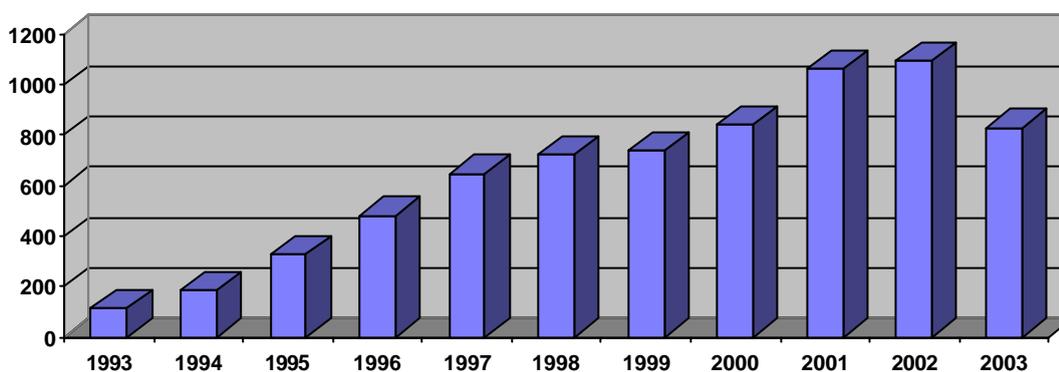
	<b>au 31/12/99</b>	<b>au 31/12/00</b>	<b>au 31/12/01</b>	<b>au 31/12/02</b>	<b>au 31/12/03</b>
Nombre total de dossiers en traitement	1.111	1.090	1.429	1.183	683

Les 683 dossiers en traitement au 31 décembre 2003 représentent 2.664 déclarations de soupçon. La baisse sensible du nombre de dossiers en traitement résulte, tant en 2002, qu'en 2003 de la baisse du nombre de dossiers initiés au départ de déclarations des bureaux de change. Elle s'explique aussi par la résorption de la hausse intervenue en 2001 et en 2002 dans le cadre des dossiers ouverts suite aux attentats du 11 septembre 2001, ainsi qu'au premier semestre 2002 dans le cadre de l'introduction physique de l'euro. Cette baisse du nombre absolu de dossiers permet à la Cellule de concentrer ses efforts sur les dossiers plus complexes quant à leur traitement qui proviennent des autres catégories de déclarants. Elle permet également de réduire le temps nécessaire pour finaliser les dossiers et les transmettre au parquet, en cas de décision positive de la Cellule.

### Evolution du nombre mensuel moyen de déclarations de soupçon

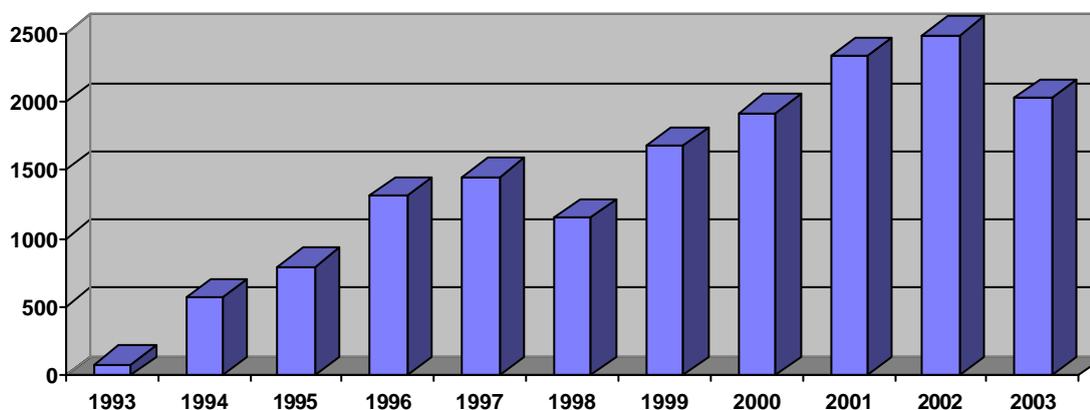
Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre 2003, la Cellule a reçu 9.953 déclarations, ce qui représente, en moyenne, 829 déclarations par mois.

Le nombre mensuel moyen de déclarations est passé de 1.093 lors de l'année 2002 à 829 pour l'année 2003.



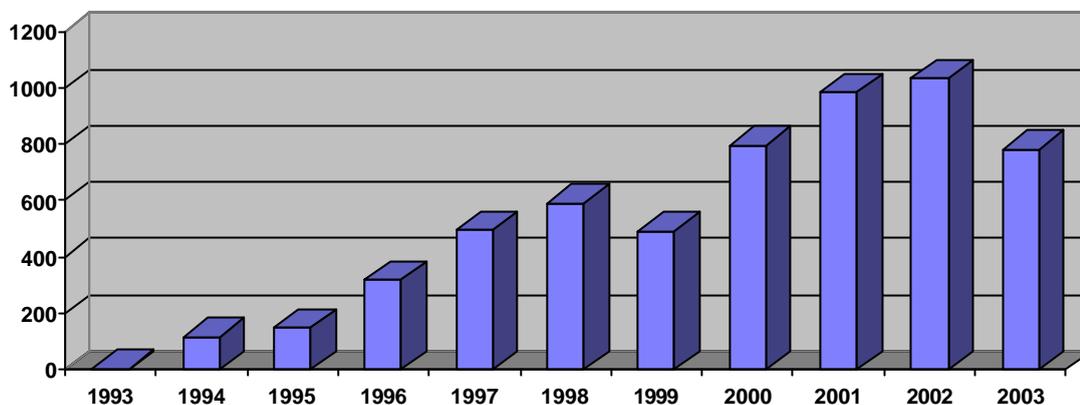
### Evolution du nombre de nouveaux dossiers ouverts par période d'activités

Après une première analyse des déclarations, 2.036 nouveaux dossiers ont été ouverts durant l'année 2003.



## Evolution du nombre de dossiers transmis aux procureurs du Roi

Durant l'année 2003, 783 dossiers ont été transmis aux procureurs du Roi, après que l'examen de la Cellule ait fait apparaître des indices sérieux de blanchiment au sens de la loi du 11 janvier 1993.



remarque : l'année 1993 ne concerne qu'un mois.

Depuis sa création, la Cellule a transmis 5.764 dossiers aux procureurs du Roi, ce qui représente 36,5 % des 15.780 dossiers ouverts depuis 1993 sur la base des 83.156 déclarations reçues. Ces 5.764 dossiers transmis comprennent 50.088 déclarations de soupçon, soit 60,2 % du total des déclarations. On observera que les transmissions ont porté sur un total de 11.104,59 millions d'euros depuis la création de la Cellule.

## Opposition à l'exécution d'une opération

Dans 171 cas, dont 29 lors de l'année 2003, la Cellule a fait usage de son pouvoir de s'opposer durant 24 heures à l'exécution d'une opération. La Cellule a bloqué des sommes pour un montant total de 108,21 millions d'euros. Ce montant ne doit pas être confondu avec les saisies et les confiscations auxquelles ont procédé les autorités judiciaires sur la base des informations transmises par la Cellule et qui portent sur des sommes nettement plus importantes.

## Suivi judiciaire

Depuis la création de la Cellule, les cours et tribunaux ont prononcé des condamnations dans au moins 513 des 5.764 dossiers qu'elle a transmis aux parquets (certains de ces jugements ont été frappés d'appel). Dans ce dossiers, 867 personnes ont été condamnées à un total de 1.739 années d'emprisonnement et à 22,66 millions d'euros d'amende. Le montant connu des confiscations prononcées par les cours et tribunaux s'élève à 474,00 millions d'euros.

## 2. DÉCLARATIONS DE SOUPÇON REÇUES

### 2.1. Répartition par année du nombre d'organismes et de personnes ayant opéré des déclarations

#### 2.1.1. Répartition des organismes et professions financières

	1999	2000	2001	2002	2003
Etablissements de crédit	53	48	58	66	65
Sociétés de bourse	13	13	18	15	14
Entreprises d'assurances-vie	9	5	29	24	16
Sociétés de gestion de fortune	0	1	3	1	2
Bureaux de change	13	13	14	15	13
Entreprises hypothécaires	2	4	1	3	4
Sociétés de crédit à la consommation	0	0	1	0	1
Emetteurs ou gestionnaires de cartes de crédit	0	0	1	1	2
Entreprises de location-financement	1	0	0	0	0
Autres	3	3	5	3	3
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>87</b>	<b>130</b>	<b>128</b>	<b>120</b>

#### 2.1.2. Répartition des organismes et professions non financières

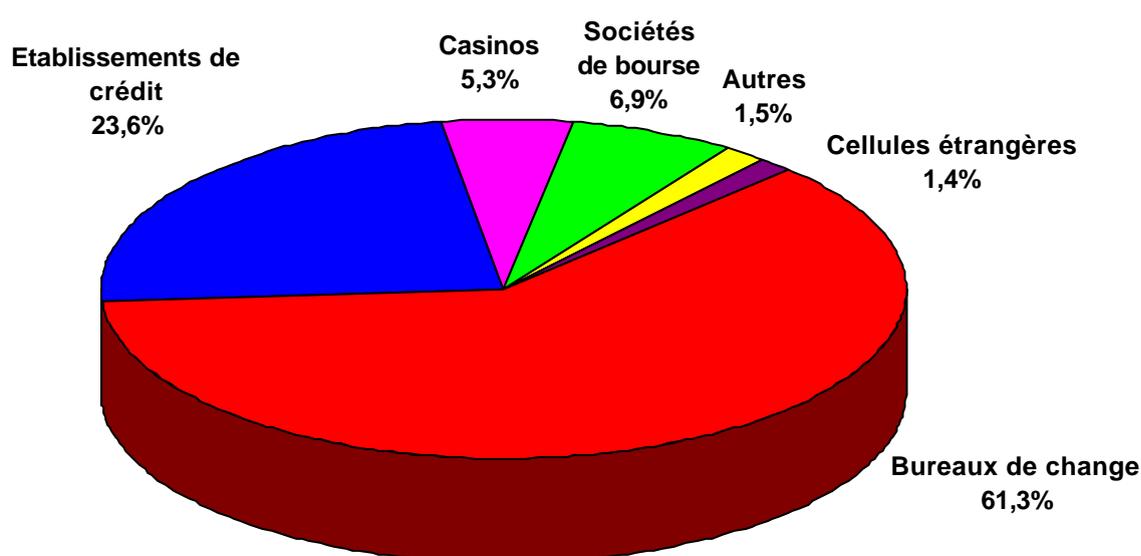
	1999	2000	2001	2002	2003
Agents immobiliers	0	0	0	0	0
Entreprises de gardiennage	0	1	1	0	0
Notaires	7	3	4	27	10
Huissiers de justice	1	0	0	0	1
Réviseurs d'entreprises	4	3	3	4	2
Experts-comptables externes	4	1	1	0	2
Conseils fiscaux		0	2	1	1
Comptables-fiscalistes		2	4	1	1
Casinos	8	7	8	8	8
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>41</b>	<b>25</b>

## 2.2. Répartition du nombre de déclarations par secteur

Le tableau ci-dessous donne la répartition du nombre de déclarations selon le secteur de l'organisme déclarant.

	<b>du 01/12/93 au 31/12/03</b>	<b>%</b>	<b>du 01/01/03 au 31/12/03</b>	<b>%</b>
Bureaux de change	50.951	61,3 %	4.881	49,0 %
Etablissements de crédit	19.621	23,6 %	3.951	39,7 %
Sociétés de bourse	5.737	6,9 %	167	1,7 %
Casinos	4.415	5,3 %	412	4,1 %
Cellules étrangères	1.202	1,4 %	390	3,9 %
Entreprises d'assurances-vie	641	0,8 %	72	0,7 %
Professions non financières	129	0,2 %	35	0,4 %
Autorités de contrôle	14	-	1	-
Autres organismes	446	0,5 %	44	0,5 %
<b>Total</b>	<b>83.156</b>	<b>100 %</b>	<b>9.953</b>	<b>100 %</b>

### Répartition des 83.156 déclarations selon le secteur du déclarant



### Répartition de la rubrique "Professions non financières"

<b>Déclarants</b>	<b>Nombre de déclarations reçues entre le 01/12/93 et le 31/12/03</b>
Agents immobiliers	1
Entreprises de gardiennage	3
Notaires	83
Huissiers	2
Réviseurs	18
Experts-comptables externes	8
Conseils fiscaux	5
Comptables-fiscalistes	9
<b>Total</b>	<b>129</b>

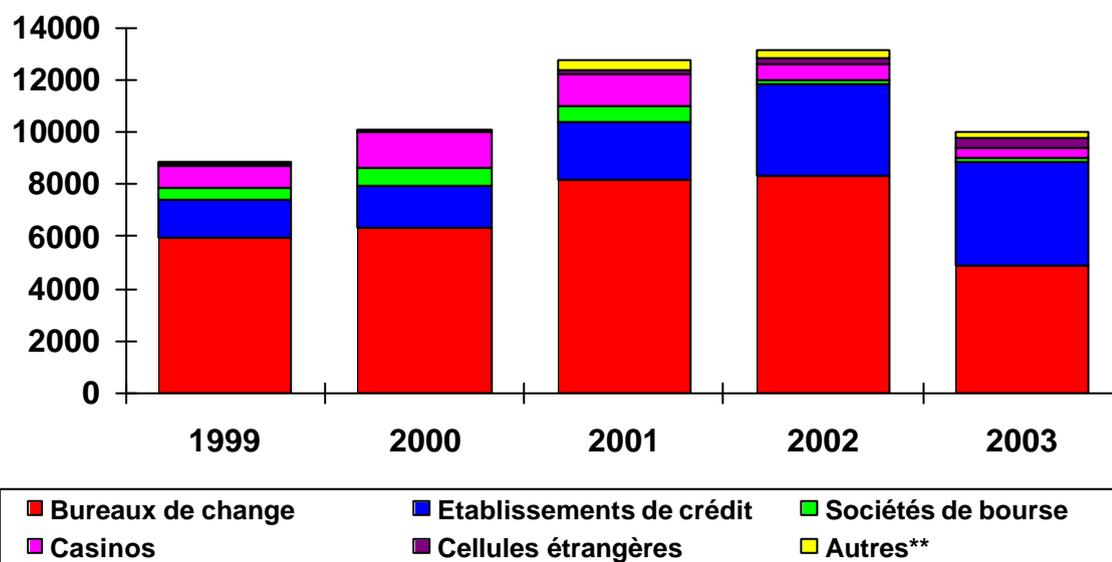
### Répartition des demandes d'informations reçues des cellules étrangères\*

<b>Cellules</b>	<b>Nombre de demandes reçues entre le 01/12/93 et le 31/12/03</b>
France	313
Pays-Bas	216
Grand-Duché du Luxembourg	142
Royaume-Uni	65
Jersey	43
Espagne	38
Italie	29
Suisse	25
Guernesey	23
Etats-Unis d'Amérique	22
Monaco	17
Portugal	17
Île de Man	16
Croatie	14
Hongrie	14
Irlande	14
Autriche	13
Allemagne	12
Autres	169
<b>Total</b>	<b>1.202</b>

\* Ces demandes de renseignements sont considérées comme des déclarations.

### 2.3. Répartition des déclarations par secteur - évolution par année

	1999	2000	2001	2002	2003
Bureaux de change	5.940	6.322	8.143	8.314	4.881
Etablissements de crédit	1.476	1.623	2.265	3.469	3.951
Sociétés de bourse	447	639	591	219	167
Entreprises d'assurances-vie	23	13	286	205	72
Casinos	845	1.391	1.202	565	412
Autorités de contrôle	3	1	1	2	1
Cellules étrangères	103	88	163	233	390
Autres	32	30	72	113	79
<b>Total</b>	<b>8.869</b>	<b>10.107</b>	<b>12.723</b>	<b>13.120</b>	<b>9.953</b>



\*\* La rubrique "Autres" reprend également les déclarations provenant des autorités de contrôle et des entreprises d'assurances-vie.

Alors que l'introduction de l'euro a eu pour conséquence une très forte diminution des opérations de change manuel, les déclarations provenant des bureaux de change représentent en 2003, 49,0 % des déclarations reçues durant l'exercice, ce qui reste un pourcentage très significatif. Ce phénomène s'explique par une forte hausse des déclarations relatives à des opérations de transferts de fonds internationaux effectuées auprès des bureaux de change. Ces opérations de transferts compensent donc partiellement la baisse des opérations de change manuel. On notera également la hausse sensible des déclarations provenant des établissements de crédit. Ceci peut être mis en relation avec l'amélioration des procédures de détection des opérations suspectes mises en place par les établissements de crédit, dans le cadre de la création d'une fonction de compliance élargie, conformément à la circulaire de la Commission bancaire et financière du 18 décembre 2001.

## 2.4. Déclarations provenant des casinos

Depuis qu'ils sont soumis à la loi du 11 janvier 1993 (1<sup>er</sup> juin 1999), les casinos ont transmis à la Cellule 4.415 déclarations. Ces déclarations, qui visaient 5.780 opérations, ont été regroupées en 1.034 dossiers distincts. Ces déclarations visent aussi bien des opérations figurant dans la liste des critères objectifs, tels que déterminés par l'arrêté royal du 6 mai 1999, que des opérations dénoncées sur la base de critères subjectifs. Le tableau ci-après donne la répartition par critère des 5.780 opérations dénoncées à la Cellule au 31 décembre 2003.

	<b>Critère</b>	<b>Opérations</b>	<b>Montants en EUR</b>
1	Achat ou vente de jetons par un client allant de pair avec ou précédé par l'utilisation de faux documents d'identité, d'un alias ou de tout autre moyen par lequel l'identification est rendue plus difficile	14	71.071,09
2	Vente ou échange de jetons provenant d'autres casinos	2	13.487,36
3	Achat de jetons par un client pour un montant de 10.000 EUR ou plus contre un paiement en espèces ou au moyen d'une carte de banque ou de crédit	3.523	60.624.825,26
4	Achat de jetons par un client pour un montant de 2.500 EUR ou plus contre la remise de devises étrangères	2.097	12.828.220,33
5	Vente de jetons par un client pour un montant de 2.500 EUR ou plus contre un ou plusieurs chèques ou virements	114	2.367.048,00
6	Achat de jetons par un client pour un montant disproportionné au regard de sa situation financière connue	1	6.941,02
7	Vente de jetons par un client dont le comportement de jeu ne correspond pas à celui du joueur normal et dont l'intention de jouer en vue de réaliser un gain est apparemment absente ou secondaire	15	88.245,11
8	Mise en dépôt par le client	4	65.436,81
10	Paiement de jetons pour lequel le client exige une preuve de paiement	2	15.121,51
	<b>Sous-total des critères objectifs</b>	<b>5.772</b>	<b>76.080.496,48</b>

12	Opérations dénoncées à la Cellule sur la base de <b>critères subjectifs</b>	8	49.052,92
----	---	---	-----------

	<b>Total général</b>	<b>5.780</b>	<b>76.129.549,40</b>
--	----------------------	--------------	----------------------

<b>Critère*</b>	<b>Nombre d'opérations du 01/06/99 au 31/12/03</b>	<b>Montants en EUR</b>	<b>Nombre d'opérations du 01/01/03 au 31/12/03</b>	<b>Montants en EUR</b>
1	14	71.071,09	2	100,00
2	2	13.487,36	1	12.000,00
3	3.523	60.624.825,26	442	7.421.000,00
4	2.097	12.828.220,33	23	186.731,00
5	114	2.367.048,00	7	192.800,00
6	1	6.941,02	0	0,00
7	15	88.245,11	1	195,00
8	4	65.436,81	5	98.000,00
10	2	5.121,51	0	0,00
<b>Sous-total</b>	<b>5.772</b>	<b>76.080.496,48</b>	<b>481</b>	<b>7.910.826,00</b>

12	8	49.052,92	0	0,00
----	---	-----------	---	------

<b>Total général</b>	<b>5.780</b>	<b>76.129.549,40</b>	<b>481</b>	<b>7.910.826,00</b>
--------------------------	--------------	----------------------	------------	---------------------

Comme le montre le tableau 2.3, le nombre de déclarations émanant des casinos a fortement diminué en 2002 et 2003. Ceci s'explique par deux facteurs qui ont eu un impact important sur le régime de déclaration obligatoire sur base des critères objectifs applicable aux casinos. Tout d'abord, l'introduction de l'euro au 1<sup>er</sup> janvier 2002, a eu des répercussions immédiates sur le volume des achats de jetons au moyen de devises étrangères (critère 4). En outre, on constatera que les contraintes du régime applicable aux casinos depuis le 31 juillet 2001, en vertu de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ont également entraîné une diminution du chiffre d'affaires des casinos, ce qui se traduit par une diminution du nombre d'opérations correspondant au critère 3.

\* voir page précédente

## 2.5. Répartition du nombre de déclarations par arrondissement judiciaire

### 2.5.1. Chiffres d'ensemble

Le tableau ci-dessous\* donne la répartition des déclarations par arrondissement judiciaire en fonction du lieu de l'opération principale.

Arrondissement judiciaire	Du 01/12/93 au 31/12/03	%	Du 01/01/03 au 31/12/03	%
Anvers	19.634	24,0	1.677	17,6
Arlon	53	0,1	29	0,3
Audenarde	49	0,1	18	0,2
Bruges	4.037	4,9	564	5,9
Bruxelles	41.134	50,2	3.984	41,7
Charleroi	313	0,4	116	1,2
Courtrai	703	0,9	189	2,0
Dinant	53	0,1	38	0,4
Eupen	71	0,1	20	0,2
Furnes	87	0,1	10	0,1
Gand	5.245	6,4	1.839	19,2
Hasselt	263	0,3	82	0,9
Huy	23	-	4	-
Liège	2.195	2,7	282	3,0
Louvain	245	0,3	43	0,4
Malines	613	0,7	46	0,5
Marche	11	-	3	-
Mons	238	0,3	64	0,7
Namur	785	0,9	117	1,2
Neufchâteau	10	-	3	-
Nivelles	144	0,2	73	0,8
Termonde	306	0,4	59	0,6
Tongres	1.168	1,4	111	1,2
Tournai	204	0,2	69	0,7
Turnhout	3.660	4,5	68	0,7
Verviers	681	0,8	49	0,5
Ypres	29	-	6	-
<b>Total</b>	<b>81.954</b>	<b>100 %</b>	<b>9.563</b>	<b>100 %</b>

\* Ce tableau n'inclut pas les 1.202 déclarations provenant des cellules étrangères.

### 2.5.2. Evolution au cours des 5 dernières années

Le tableau ci-dessous\* donne la répartition des déclarations par arrondissement judiciaire en fonction du lieu de l'opération principale.

Arrondissement judiciaire	1999	2000	2001	2002	2003
Anvers	1.782	1.926	2.294	2.512	1.677
Arlon	4	1	4	6	29
Audenarde	2	2	5	5	18
Bruges	787	879	771	719	564
Bruxelles	4.517	4.808	6.845	6.928	3.984
Charleroi	7	8	32	99	116
Courtrai	95	69	112	152	189
Dinant	0	1	4	5	38
Eupen	3	2	12	16	20
Furnes	4	41	4	6	10
Gand	227	337	617	1.504	1839
Hasselt	16	16	37	32	82
Huy	1	0	6	1	4
Liège	361	555	559	306	282
Louvain	8	13	48	46	43
Malines	28	93	75	18	46
Marche	0	1	0	2	3
Mons	23	12	34	39	64
Namur	114	202	213	113	117
Neufchâteau	1	0	1	1	3
Nivelles	3	11	20	16	73
Termonde	36	56	28	38	59
Tongres	189	126	109	93	111
Tournai	22	3	15	80	69
Turnhout	383	620	530	90	68
Verviers	148	235	180	56	49
Ypres	1	5	2	4	6
<b>Total</b>	<b>8.766</b>	<b>10.019</b>	<b>12.560</b>	<b>12.881</b>	<b>9.563</b>

\* Ce tableau n'inclut pas les déclarations provenant des cellules étrangères.

### 3. DOSSIERS

Un nombre important de déclarations concerne des opérations distinctes relatives à une même affaire. Plusieurs déclarations émanant d'un seul déclarant peuvent concerner une même affaire. En outre, une même affaire peut faire l'objet de déclarations émanant de plusieurs organismes distincts. La Cellule procède au regroupement par dossier des déclarations reçues pour une même affaire.

#### **3.1. Nombre de dossiers**

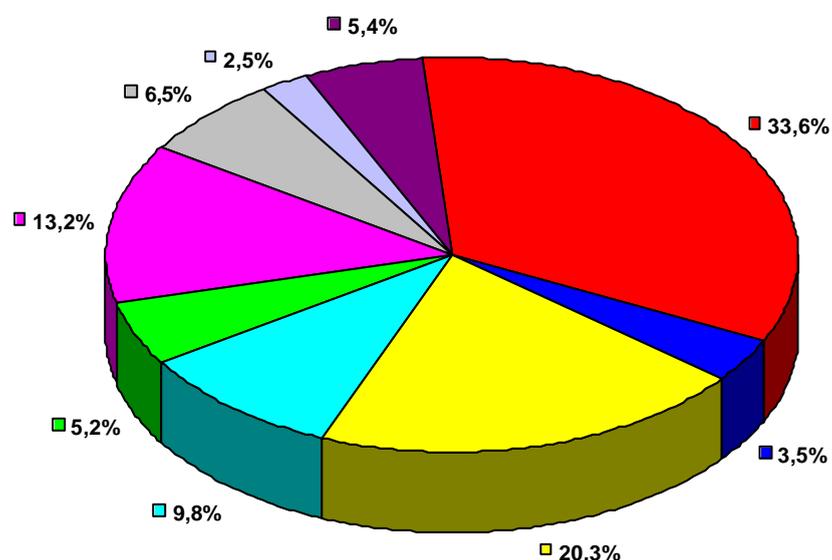
Au 31 décembre 2003, l'ensemble des déclarations faites à la Cellule depuis sa création le 1<sup>er</sup> décembre 1993 a permis de constituer 15.780 dossiers distincts, dont 2.036 ont été ouverts pendant l'année 2003.

### 3.2. Répartition des dossiers selon la nature de l'opération

#### 3.2.1. Chiffres d'ensemble

Opérations	Du 01/12/93 au 31/12/03	%	Du 01/01/03 au 31/12/03	%
Change manuel	5.299	33,6	98	4,8
Money remittance	3.204	20,3	499	24,5
Transferts internationaux	1.551	9,8	378	18,6
Opérations de casino	1.033	6,5	92	4,5
Cellules étrangères	856	5,4	275	13,5
Versements en compte	827	5,2	229	11,3
Retraits en compte	553	3,5	157	7,7
Remises de chèques	389	2,5	71	3,5
Opérations de crédit	264	1,7	45	2,2
Ouvertures de compte	261	1,7	36	1,8
Paiements nationaux	259	1,6	61	3,0
Autres	1.284	8,2	95	4,6
<b>Total</b>	<b>15.780</b>	<b>100 %</b>	<b>2.036</b>	<b>100 %</b>

#### Répartition des 15.780 dossiers selon la nature de l'opération

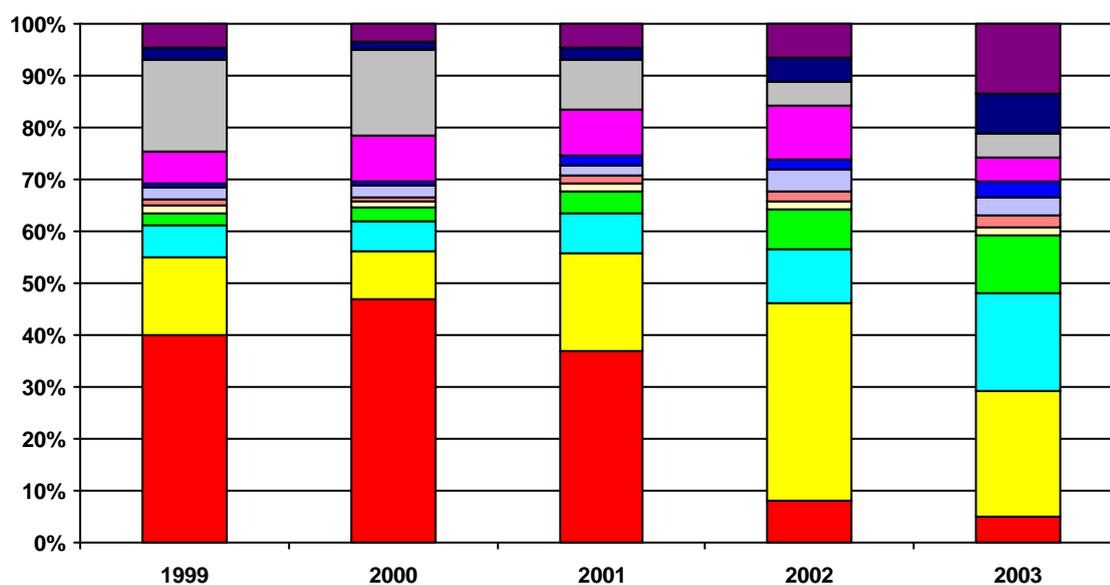


Change manuel	Retraits en compte	Money remittance
Transferts internationaux	Versements en compte	Autres
Opérations de casino	Remises de chèques	Cellules étrangères

### 3.2.2. Evolution au cours des 5 dernières années

	1999	2000	2001	2002	2003
Change manuel	671	900	857	203	98
Money remittance	249	176	448	949	499
Transferts internationaux	108	114	174	257	378
Opérations de casino	297	312	225	107	92
Cellules étrangères	79	69	108	159	275
Versements en compte	39	51	98	193	229
Retraits en compte	40	30	53	123	157
Remises de chèques	39	43	53	108	71
Opérations de crédit	22	11	33	44	45
Ouvertures de comptes	23	22	36	39	36
Paiements nationaux	8	19	38	46	61
Autres	103	171	209	261	95
<b>Total</b>	<b>1.678</b>	<b>1.918</b>	<b>2.332</b>	<b>2.489</b>	<b>2.036</b>

Le tableau montre une baisse drastique du nombre de dossiers de change manuel, compensée partiellement par une hausse des opérations d'autre nature.

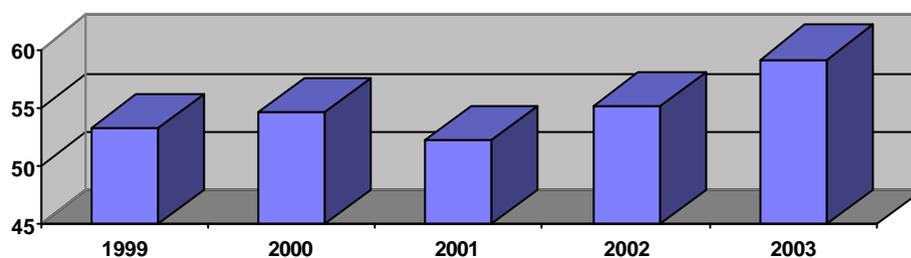


### 3.3. Dossiers classés

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre 2003, la Cellule a classé 1.754 dossiers. Dans 8 cas, les faits contenus dans le dossier étaient déjà connus des autorités judiciaires. Les 1.746 autres dossiers ont été classés en l'absence d'indices sérieux de blanchiment de capitaux au sens de la loi du 11 janvier 1993. Ces classements sont, par définition, provisoires.

	Nombre de dossiers classés depuis le 01/12/1993	Nombre de dossiers	%
au 31/12/99	3.744	7.019	53,3
au 31/12/00	4.885	8.937	54,7
au 31/12/01	5.893	11.269	52,3
au 31/12/02	7.595	13.758	55,2
au 31/12/03	9.333	15.780	59,2

#### Evolution du pourcentage de dossiers classés

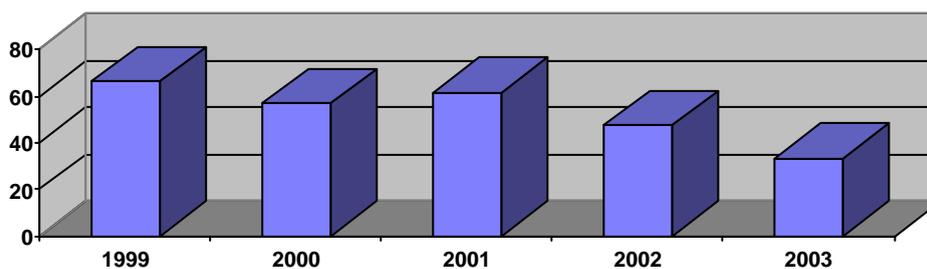


### 3.4. Dossiers en traitement

Au 31 décembre 2003, 683 dossiers étaient toujours en traitement, soit 33,5 % du total des dossiers ouverts par la Cellule en 2003. La tendance à la réduction du nombre de dossiers en traitement par rapport au nombre de nouveaux dossiers, constatée en 2002, s'est largement confirmée en 2003.

	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de nouveaux dossiers	%
au 31/12/99	1.111	1.678	66,2
au 31/12/00	1.090	1.918	56,8
au 31/12/01	1.429	2.332	61,3
au 31/12/02	1.183	2.489	47,5
au 31/12/03	683	2.036	33,5

#### Evolution du pourcentage de dossiers en traitement



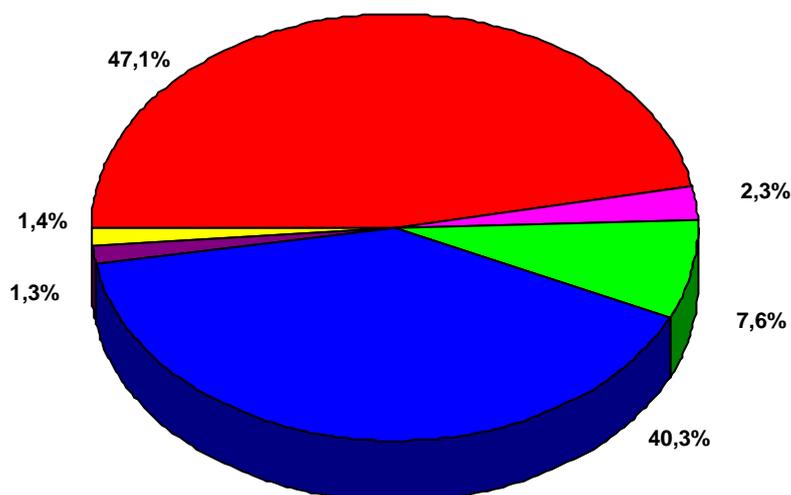
#### 4. DOSSIERS TRANSMIS AUX PROCUREURS DU ROI

##### 4.1. Nombre de dossiers transmis par secteur et par année

###### 4.1.1. Chiffres d'ensemble

	Du 01/12/93 au 31/12/03	%	Du 01/01/03 au 31/12/03	%
Bureaux de change	2.714	47,1	250	31,9
Etablissements de crédit	2.320	40,3	470	60,0
Sociétés de bourse	440	7,6	11	1,4
Casinos	135	2,3	22	2,8
Cellules étrangères	77	1,3	16	2,1
Autres	78	1,4	14	1,8
<b>Total</b>	<b>5.764</b>	<b>100 %</b>	<b>783</b>	<b>100 %</b>

##### Nombre total de dossiers transmis par secteur au 31 décembre 2003



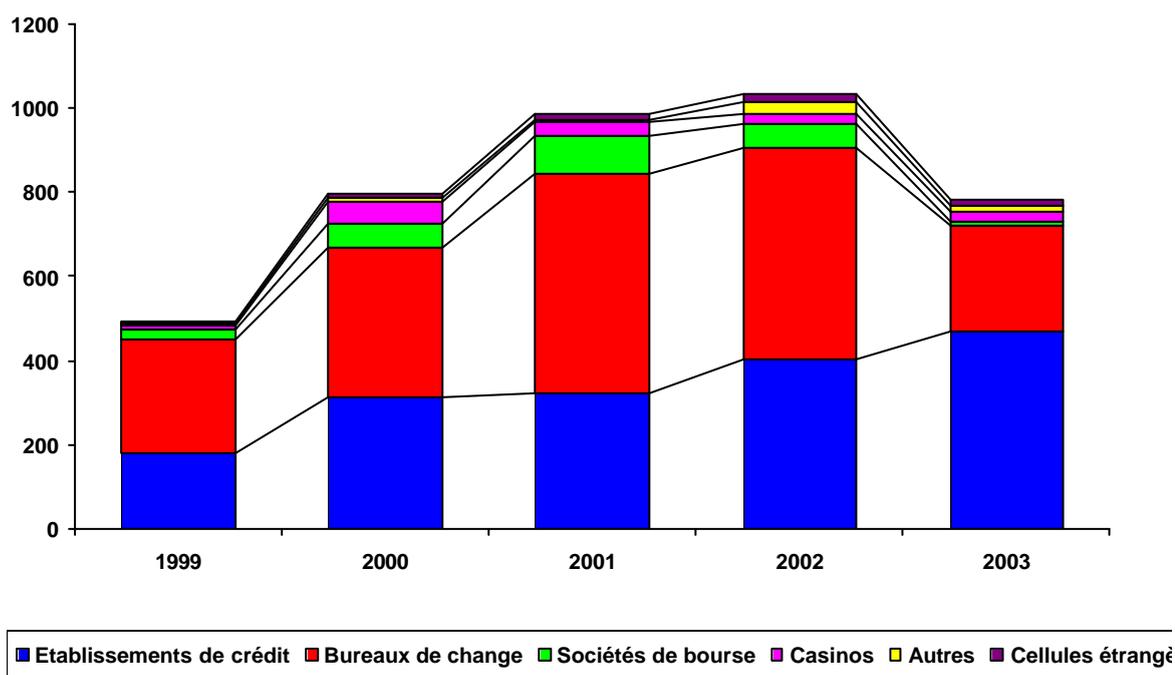
<span style="color: blue;">■</span> Etablissements de crédit	<span style="color: purple;">■</span> Cellules étrangères	<span style="color: yellow;">■</span> Autres
<span style="color: red;">■</span> Bureaux de change	<span style="color: pink;">■</span> Casinos	<span style="color: green;">■</span> Sociétés de bourse

#### 4.1.2. Evolution du nombre de dossiers transmis aux procureurs du Roi par secteur et par exercice pour les 5 dernières années

	1999	2000	2001	2002	2003
Bureaux de change	270	355	521	501	250
Etablissements de crédit	178	312	323	402	470
Sociétés de bourse	28	59	89	60	11
Casinos	5	49	34	25	22
Cellules étrangères	5	13	12	19	16
Autres	6	10	6	27	14
<b>Total</b>	<b>492</b>	<b>798</b>	<b>985</b>	<b>1.034</b>	<b>783</b>

La baisse particulièrement prononcée des dossiers transmis aux procureurs du Roi provenant du secteur des bureaux de change est compensée en partie par une progression constante des dossiers plus complexes provenant d'établissements de crédit.

#### Nombre total de dossiers transmis par secteur au 31 décembre 2003



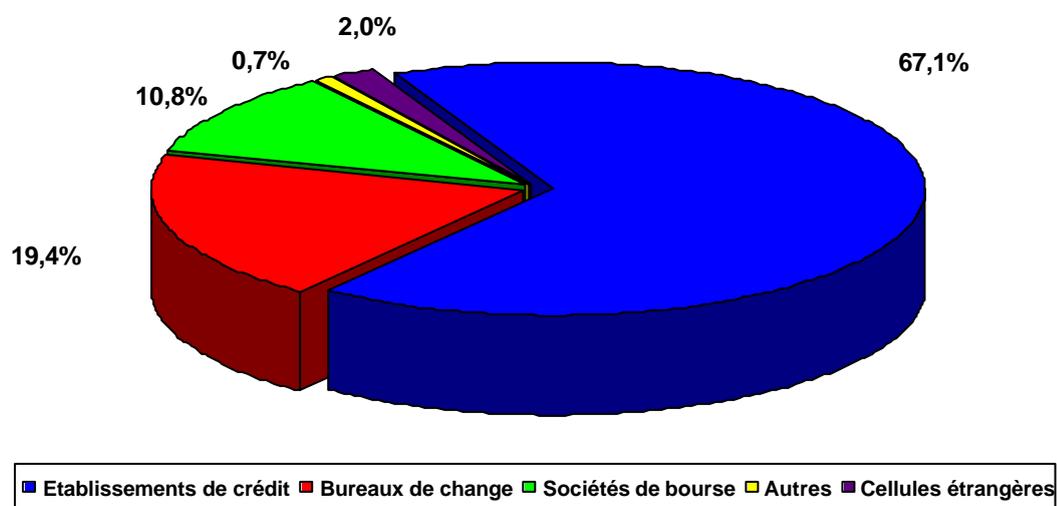
## 4.2. Montants relatifs aux dossiers transmis aux procureurs du Roi

### 4.2.1. Chiffres d'ensemble

Montants en millions de EUR

	Du 01/12/93 au 31/12/03	%	Du 01/01/03 au 31/12/03	%
Etablissements de crédit	7.451,54	67,1 %	1.016,32	88,4 %
Bureaux de change	2.147,78	19,4 %	79,63	6,9 %
Sociétés de bourse	1.202,52	10,8 %	11,36	1,0 %
Cellules étrangères	223,15	2,0 %	30,73	2,7 %
Autres secteurs	79,60	0,7 %	11,82	1,0 %
<b>Total</b>	<b>11.104,59</b>	<b>100 %</b>	<b>1.149,86</b>	<b>100 %</b>

### Répartition du montant total transmis par secteur au 31 décembre 2003

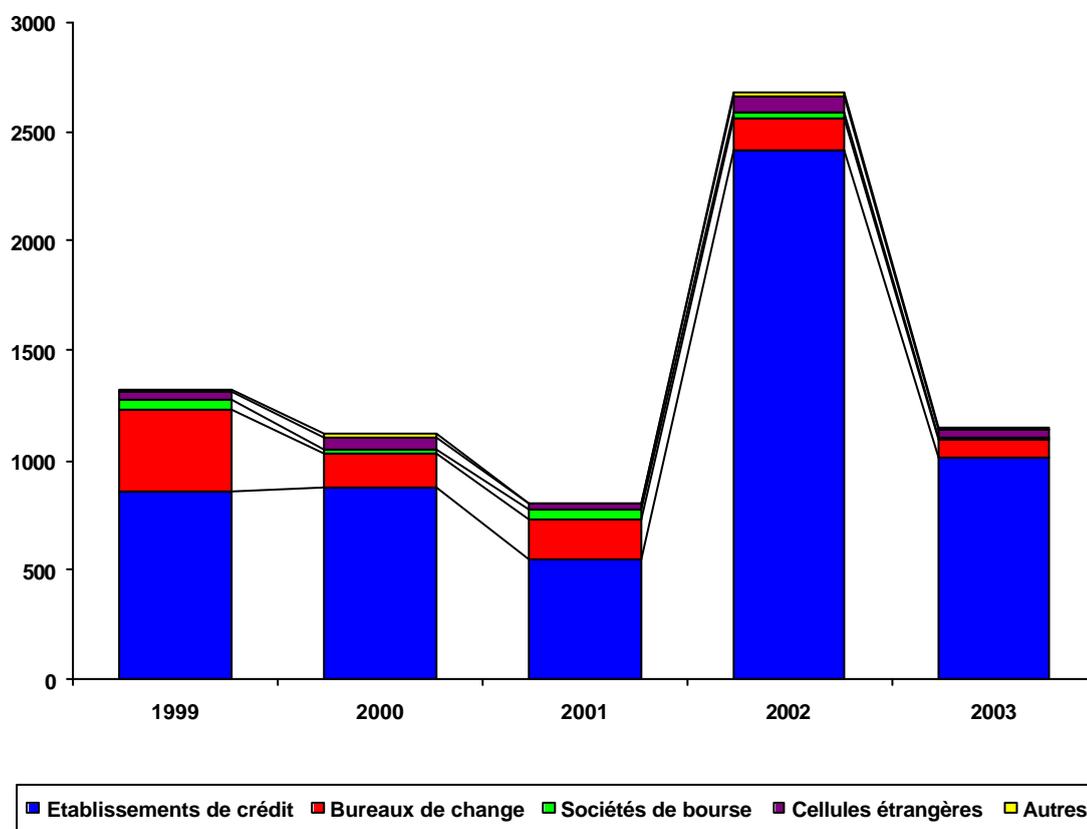


## 4.2.2. Evolution au cours des 5 dernières années

Montants en millions de EUR

	1999	2000	2001	2002	2003
Etablissements de crédit	854,94	874,29	544,94	2.418,71	1.016,32
Bureaux de change	375,65	159,18	183,77	137,95	79,63
Sociétés de bourse	45,51	16,58	52,68	31,25	11,36
Cellules étrangères	35,51	52,82	18,45	76,48	30,73
Autres secteurs	11,17	18,15	7,09	14,11	11,82
<b>Total</b>	<b>1.322,78</b>	<b>1.121,02</b>	<b>806,93</b>	<b>2.678,50</b>	<b>1.149,86</b>

L'année 2002 a été marquée par une hausse extrêmement importante des montants relatifs aux dossiers provenant des établissements de crédit. Il s'agissait en grande partie de dossiers liés à des carrousels TVA et à la criminalité organisée (voir point 4.7.2). Cette tendance à la hausse par rapport aux exercices 1999 à 2001 se maintient en 2003, mais pour des chiffres absolus inférieurs.



### 4.3. Répartition par arrondissement judiciaire des dossiers transmis entre le 01/12/93 et le 31/12/03 et suite donnée par les autorités judiciaires

Arrondissement judiciaire	total	%	info.	instr.	renvoi	class.	non-lieu	trans.	cond.*	acq.
Bruxelles	2.165	37,6	559	198	51	1.123	30	12	175	17
Anvers	1.628	28,2	182	110	43	1.143	24	3	115	8
Turnhout	351	6,1	63	8	29	138	1	4	102	6
Liège	273	4,7	47	58	5	141	0	15	5	2
Tongres	177	3,1	38	13	3	94	8	2	14	5
Bruges	166	2,9	45	34	12	43	5	12	14	1
Gand	151	2,6	21	18	2	77	5	2	23	3
Hasselt	111	1,9	28	3	2	48	5	3	20	2
Termonde	107	1,8	37	14	6	27	5	0	18	0
Charleroi	105	1,8	55	23	3	21	1	1	1	0
Tournai	77	1,3	66	4	1	4	0	2	0	0
Courtrai	73	1,3	29	6	5	24	3	4	2	0
Furnes	57	1,0	10	1	1	9	0	32	4	0
Mons	53	0,9	31	12	0	8	0	1	1	0
Louvain	45	0,8	10	8	1	15	3	0	7	1
Malines	44	0,8	11	6	5	14	0	1	6	1
Namur	33	0,6	10	4	6	12	1	0	0	0
Audenarde	30	0,5	11	6	2	9	1	0	1	0
Verviers	27	0,5	16	3	1	5	0	2	0	0
Nivelles	24	0,4	11	3	0	6	1	0	3	0
Eupen	17	0,3	6	5	0	4	0	1	1	0
Ypres	15	0,3	4	5	1	2	2	0	0	1
Neufchâteau	9	0,2	1	3	5	0	0	0	0	0
Huy	8	0,1	4	3	0	0	0	0	1	0
Marche-en Fam.	6	0,1	4	1	1	0	0	0	0	0
Arlon	6	0,1	3	0	0	2	0	1	0	0
Dinant	5	0,1	1	3	0	1	0	0	0	0
Parquet fédéral	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5.764</b>	<b>100</b>	<b>1.304</b>	<b>552</b>	<b>185</b>	<b>2.970</b>	<b>95</b>	<b>98</b>	<b>513</b>	<b>47</b>
<b>%</b>	<b>100</b>		<b>22,6</b>	<b>9,6</b>	<b>3,2</b>	<b>51,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>8,9</b>	<b>0,8</b>

\* Certains de ces jugements ont été frappés d'appel.

Légende:

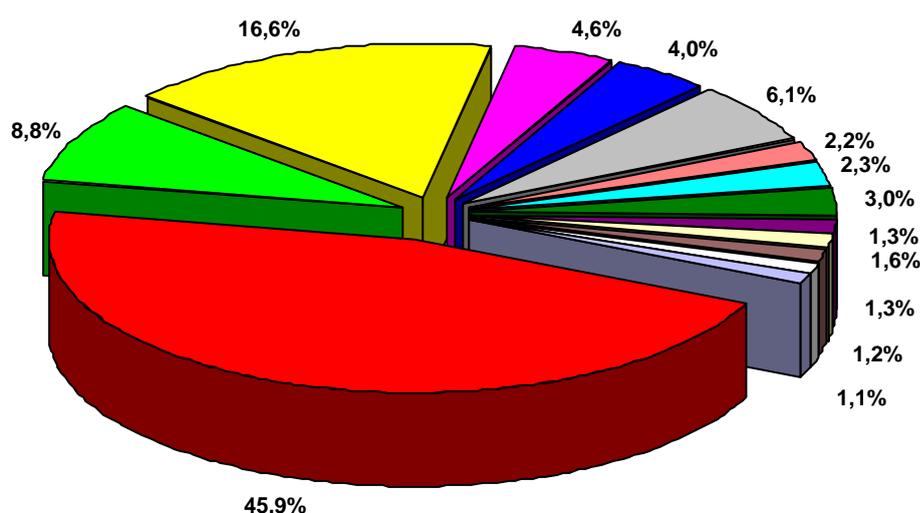
- Info. : information judiciaire en cours
- Instr. : instruction judiciaire en cours
- Class. : classement par le parquet
- Non-lieu : prononcé par la juridiction d'instruction
- Trans. : dossier transmis pour disposition par les autorités judiciaires belges à une autorité judiciaire étrangère
- Renvoi : renvoi devant le tribunal correctionnel
- Cond. : condamnation
- Acq. : acquittement

#### 4.4. Répartition par type d'opération des dossiers transmis aux procureurs du Roi

##### 4.4.1. Chiffres d'ensemble

Nature des opérations	du 01/12/93 au 31/12/03	%	du 01/01/03 au 31/12/03	%
Change manuel	2.641	45,8	97	12,4
Money remittance	951	16,5	205	26,2
Transferts internationaux	501	8,7	116	14,8
Versements en compte	263	4,6	77	9,8
Retraits de compte	232	4,0	75	9,6
Remises de chèques	175	3,0	58	7,4
Opérations de casino	135	2,3	22	2,8
Chèques de voyage	125	2,2	0	0
Paiements nationaux	90	1,6	24	3,1
Cellules étrangères	77	1,3	16	2,0
Opérations de crédit	76	1,3	18	2,3
Valeurs mobilières	67	1,2	14	1,8
Ouvertures de comptes	63	1,1	10	1,3
Autres	368	6,4	51	6,5
<b>Total</b>	<b>5.764</b>	<b>100 %</b>	<b>783</b>	<b>100 %</b>

#### Répartition des 5.764 dossiers transmis aux procureurs du Roi par type d'opération

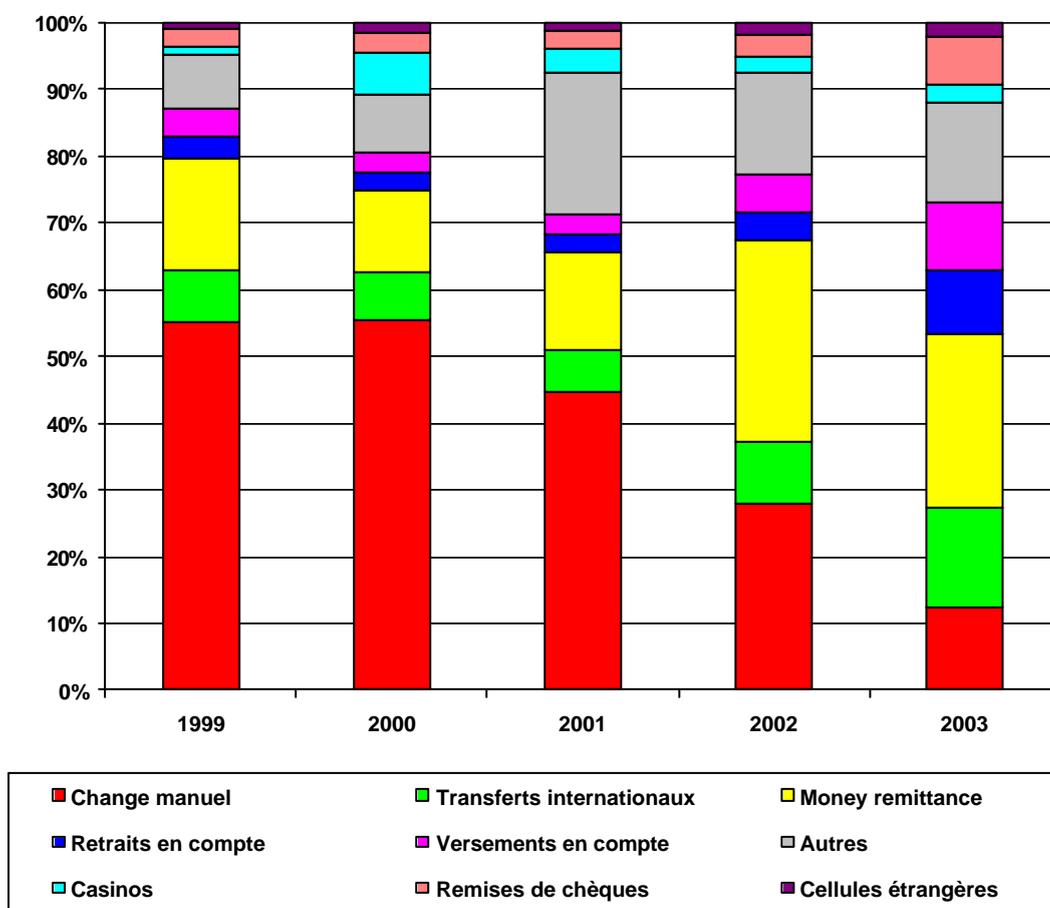


Change manuel	Transferts internationaux	Money transferts
Versements en compte	Retraits de compte	Autres
Chèques de voyage	Opérations de casino	Remises de chèques
Cellules étrangères	Paiements nationaux	Opérations de crédit
Valeurs mobilières	Ouvertures de comptes	

#### 4.4.2. Evolution au cours des 5 dernières années

	1999	2000	2001	2002	2003
Change manuel	271	443	440	288	97
Money remittance	83	99	145	313	205
Transferts internationaux	38	56	61	96	116
Remises de chèques	13	24	27	33	58
Versements en compte	20	25	30	58	77
Retraits de compte	16	20	26	44	75
Opérations de casino	5	49	34	25	22
Cellules étrangères	5	13	12	19	16
Autres	41	69	210	158	117
<b>Total</b>	<b>492</b>	<b>798</b>	<b>985</b>	<b>1034</b>	<b>783</b>

La baisse sensible des déclarations relatives à des opérations de change manuel constatée en 2002 et 2003 a eu pour conséquence une baisse du nombre de dossiers transmis. Cette baisse a été partiellement compensée par des opérations de type proprement bancaires.

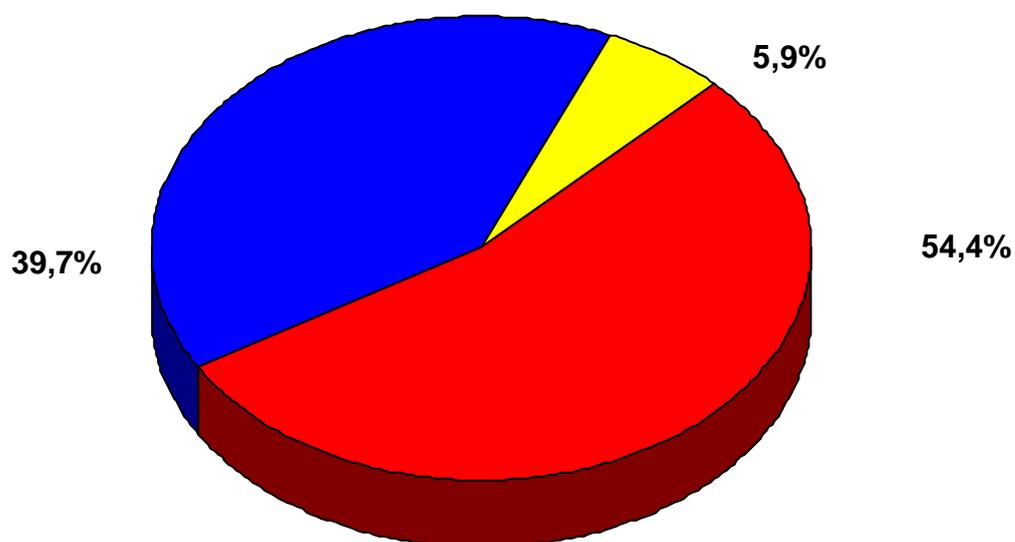


#### 4.5. Répartition par stade de blanchiment des dossiers transmis aux procureurs du Roi

##### 4.5.1. Chiffres d'ensemble

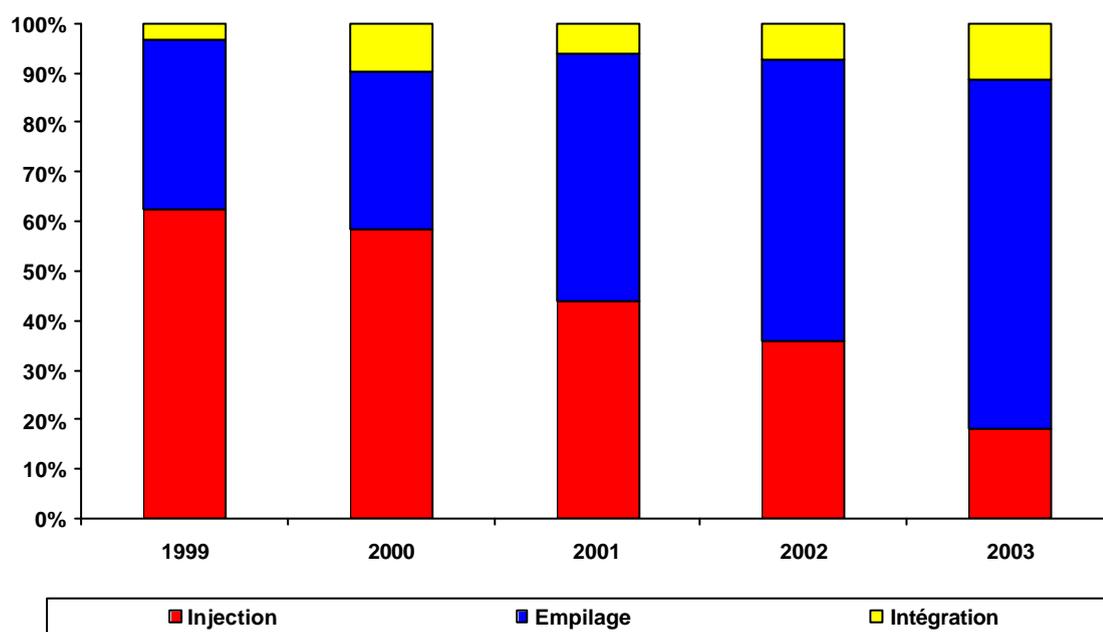
Stade	Du 01/12/93 au 31/12/03	%	Du 01/01/03 au 31/12/03	%
Injection	3.134	54,4 %	143	18,3 %
Empilage	2.287	39,7 %	551	70,4 %
Intégration	343	5,9 %	89	11,3 %
<b>Total</b>	<b>5.764</b>	<b>100 %</b>	<b>783</b>	<b>100 %</b>

Répartition des 5.764 dossiers transmis aux procureurs du Roi par stade de blanchiment



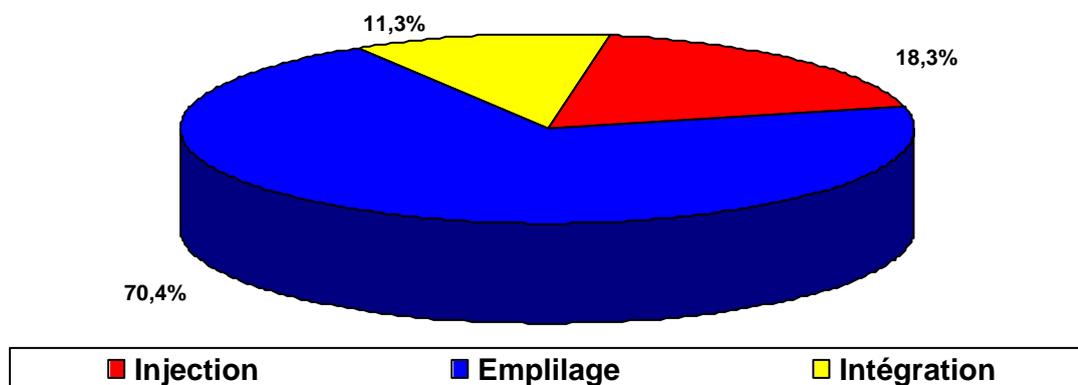
## 4.5.2. Evolution au cours des 5 dernières années

	1999	2000	2001	2002	2003
Injection	307	466	431	370	143
Empilage	169	255	493	588	551
Intégration	16	77	61	76	89
<b>Total</b>	<b>492</b>	<b>798</b>	<b>985</b>	<b>1.034</b>	<b>783</b>



Les graphiques montrent une tendance très claire à la hausse des dossiers relatifs aux stades plus sophistiqués de blanchiment à savoir l'empilage et l'intégration, ce qui témoigne d'une approche qualitative renforcée du phénomène de blanchiment de capitaux.

## Répartition des dossiers transmis aux procureurs du Roi en 2003 par stade de blanchiment



**Relation entre le stade de blanchiment et la criminalité pour les dossiers transmis  
aux procureurs du Roi**

<b>Du 01/12/93 au 31/12/03</b>	Injection	Circulation	Intégration	Total
Terrorisme	23	43	3	69
Criminalité organisée	225	210	70	505
Stupéfiants	1.855	263	83	2.201
Trafic illicite de biens	610	594	46	1250
Trafic de main-d'œuvre	14	20	6	40
Trafic d'êtres humains	60	178	24	262
Exploitation de la prostitution	94	245	19	358
Trafic d'hormones	5	12	5	22
Fraude au détriment de l'U.E.	5	8	2	15
Fraude fiscale grave et organisée	101	459	20	580
Corruption de fonctionnaires publics	3	8	1	12
Délits boursiers	1	26	6	33
Escroquerie financière	89	158	27	274
Vol ou extorsion avec violences	17	5	5	27
Banqueroute frauduleuse	32	58	26	116
<b>Total</b>	<b>3.134</b>	<b>2.287</b>	<b>343</b>	<b>5.764</b>

<b>Du 01/01/03 au 31/12/03</b>	Injection	Circulation	Intégration	Total
Terrorisme	3	8	2	13
Criminalité organisée	14	50	14	78
Stupéfiants	74	58	17	149
Trafic illicite de biens	32	96	8	136
Trafic de main-d'œuvre	0	3	2	5
Trafic d'êtres humains	3	74	9	86
Exploitation de la prostitution	0	36	6	42
Trafic d'hormones	0	5	1	6
Fraude au détriment de l'U.E.	0	0	0	0
Fraude fiscale grave et organisée	4	144	6	154
Corruption de fonctionnaires publics	0	3	1	4
Délits boursiers	0	4	1	5
Escroquerie financière	10	41	10	61
Vol ou extorsion avec violences	1	3	3	7
Banqueroute frauduleuse	2	26	9	37
<b>Total</b>	<b>143</b>	<b>551</b>	<b>89</b>	<b>783</b>

**Relation entre le stade de blanchiment et la nature de l'opération pour les dossiers transmis  
aux procureurs du Roi**

<b>Du 01/12/93 au 31/12/03</b>	Injection	Circulation	Intégration	Total
Change manuel	2.415	204	22	2.641
Money remittance	146	801	4	951
Transferts internationaux	86	389	26	501
Versements en compte	113	118	32	263
Retraits de compte	64	159	9	232
Remises de chèques	28	136	11	175
Opérations de casino	7	5	123	135
Chèques de voyages	7	118	0	125
Paiements nationaux	20	64	6	90
Opérations de crédit	19	32	25	76
Valeurs mobilières	13	28	26	67
Ouvertures de compte	23	35	5	63
Cellules étrangères	18	48	11	77
Métaux précieux	33	2	3	38
Conversion EURO	45	9	4	58
Echange de billets	6	3	0	9
Change en compte	10	12	0	22
Assurances	3	3	4	10
Biens immobiliers	0	2	11	13
Autres	78	119	21	218
<b>Total</b>	<b>3.134</b>	<b>2.287</b>	<b>343</b>	<b>5.764</b>

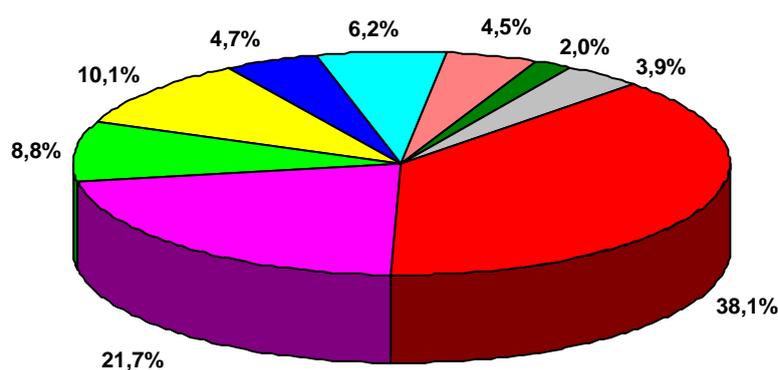
<b>Du 01/01/03 au 31/12/03</b>	Injection	Circulation	Intégration	Total
Change manuel	80	15	2	97
Money remittance	6	198	1	205
Transferts internationaux	1	104	11	116
Versements en compte	24	40	13	77
Retraits de compte	14	57	4	75
Remises de chèques	2	51	5	58
Opérations de casino	0	1	21	22
Chèques de voyages	0	0	0	0
Paiements nationaux	0	22	2	24
Opérations de crédit	1	6	11	18
Valeurs mobilières	0	5	9	14
Ouvertures de compte	0	10	0	10
Cellules étrangères	1	14	1	16
Métaux précieux	1	0	0	1
Conversion EURO	2	1	1	4
Echange de billets	2	2	0	4
Change en compte	0	4	0	4
Assurances	0	1	2	3
Biens immobiliers	0	1	1	2
Autres	9	19	5	33
<b>Total</b>	<b>143</b>	<b>551</b>	<b>89</b>	<b>783</b>

#### 4.6. Répartition par forme principale de criminalité des dossiers transmis aux procureurs du Roi

##### 4.6.1. Chiffres d'ensemble

	du 01/12/93 au 31/12/03	%	du 01/01/03 au 31/12/03	%
Stupéfiants	2.201	38,1	149	19,0
Trafic illicite de biens	1.250	21,7	136	17,4
Fraude fiscale grave et organisée	580	10,1	154	19,7
Criminalité organisée	505	8,8	78	9,9
Exploitation de la prostitution	358	6,2	42	5,4
Escroquerie financière	274	4,7	61	7,8
Trafic d'êtres humains	262	4,5	86	11,0
Banqueroute frauduleuse	116	2,0	37	4,7
Terrorisme	69	1,2	13	1,7
Trafic de main-d'œuvre	40	0,7	5	0,6
Délits boursiers	33	0,6	5	0,6
Vol ou extorsion avec violences	27	0,5	7	0,9
Trafic d'hormones	22	0,4	6	0,8
Fraude au détriment de l'U.E.	15	0,3	0	0
Corruption de fonctionnaires publics	12	0,2	4	0,5
<b>Total</b>	<b>5.764</b>	<b>100 %</b>	<b>783</b>	<b>100 %</b>

**Répartition des 5.764 dossiers transmis aux procureurs du Roi  
par forme de criminalité principale**



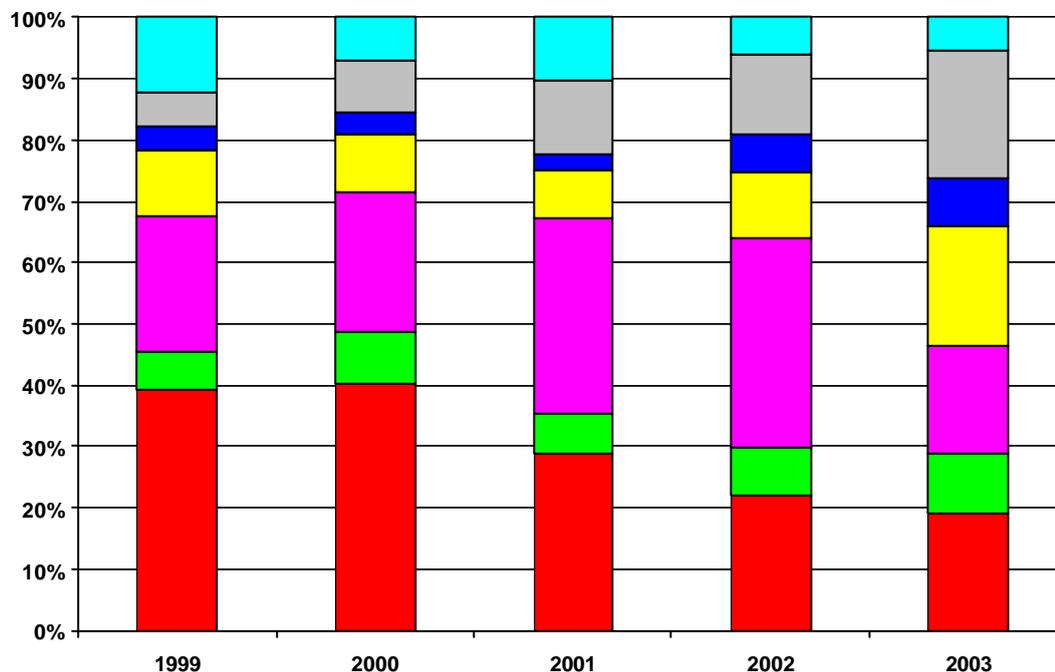
■ Stupéfiants	■ Trafic illicite de biens
■ Criminalité organisée	■ Fraude fiscale grave et organisée
■ Escroquerie financière	■ Exploitation de la prostitution
■ Trafic d'êtres humains	■ Banqueroute frauduleuse
■ Autres*	

\*

La rubrique "Autres" reprend les formes de criminalité suivantes : trafic de main-d'oeuvre, fraude au détriment du budget de l'U.E., trafic d'hormones, vol ou extorsion avec violences, terrorisme, délits boursiers, corruption de fonctionnaires publics.

## 4.6.2. Evolution au cours des 5 dernières années

	1999	2000	2001	2002	2003
Terrorisme	1	0	32	19	13
Criminalité organisée	31	68	64	80	78
Stupéfiants	193	321	285	227	149
Trafic illicite de biens	108	183	313	356	136
Trafic de main-d'œuvre	3	7	2	7	5
Trafic d'êtres humains	10	29	44	70	86
Exploitation de la prostitution	60	56	102	63	42
Trafic d'hormones	1	1	3	2	6
Fraude au détriment de l'U. E.	1	3	1	1	0
Fraude fiscale grave et organisée	54	74	77	109	154
Corruption de fonctionnaires publics	1	1	2	1	4
Délits boursiers	2	5	10	4	5
Escroquerie financière	19	30	26	66	61
Vol ou extorsion avec violences	2	5	4	5	7
Banqueroute frauduleuse	6	15	20	21	37
<b>Total</b>	<b>492</b>	<b>798</b>	<b>985</b>	<b>1.034</b>	<b>783</b>



■ Stupéfiants	■ Criminalité organisée	■ Trafic illicite de biens
■ Fraude fiscale grave et organisée	■ Escroquerie financière	■ Autres
■ Exploitation de la prostitution		

### Évolution en pourcentage des dossiers transmis aux procureurs du Roi par forme principale de criminalité

	1999	2000	2001	2002	2003
Stupéfiants	39,2	40,2	28,9	22,0	19,0
Trafic illicite de biens	21,9	22,9	31,8	34,4	17,4
<b>Criminalité organisée</b>	6,3	8,5	6,5	7,7	9,9
Fraude fiscale grave et organisée	11,0	9,3	7,8	10,5	19,7
Exploitation de la prostitution	12,2	7,0	10,4	6,1	5,4
Escroquerie financière	3,9	3,8	2,6	6,4	7,8
Autres	5,5	8,3	12,0	12,9	20,8
<b>Total</b>	<b>100 %</b>				

Avec 38,1% du total des dossiers transmis par la Cellule aux parquets depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1993, le trafic de stupéfiants constitue toujours la criminalité la plus importante dans les dossiers de la Cellule. On constate toutefois que le pourcentage des dossiers liés à cette criminalité est passé de 73,4 % lors du premier rapport d'activités de la Cellule à 19,0 % lors de ce dernier.

Si le nombre absolu de dossiers transmis liés au trafic de stupéfiants reste élevé, des cas plus nombreux de blanchiment du produit d'autres criminalités de base visées par la loi du 11 janvier 1993 ont été transmis par la Cellule.

Dans le contexte des événements liés aux attentats du 11 septembre 2001, la Cellule a reçu un nombre particulièrement élevé de déclarations de soupçon relatives à des opérations qui pourraient être liées au terrorisme. Sur la base de ces déclarations, 13 nouveaux dossiers liés au terrorisme ont été transmis aux procureurs du Roi en 2003 contre 19 en 2002, ce qui porte le nombre total de dossiers liés à cette forme de criminalité à 69.

La Cellule a transmis pendant la dernière année 42 nouveaux dossiers de blanchiment de capitaux provenant de l'exploitation de la prostitution ainsi que 86 nouveaux dossiers de blanchiment de capitaux provenant du trafic d'êtres humains. Cette dernière criminalité est en hausse constante dans les dossiers transmis par la Cellule. On relèvera également 61 nouveaux dossiers d'escroquerie financière ainsi que 37 cas de banqueroute frauduleuse.

Le nombre de dossiers de blanchiment de capitaux provenant du trafic illicite de biens et de marchandises, soit 136 en 2003, représente 17,4 % des dossiers transmis par la Cellule en 2003. Au total, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1993, les dossiers de trafic illicite de biens et de marchandises s'élèvent à 1.250. La majorité de ces dossiers sont liés au trafic de voitures (460) et au trafic de tabac, de cigarettes ou d'alcool (121).

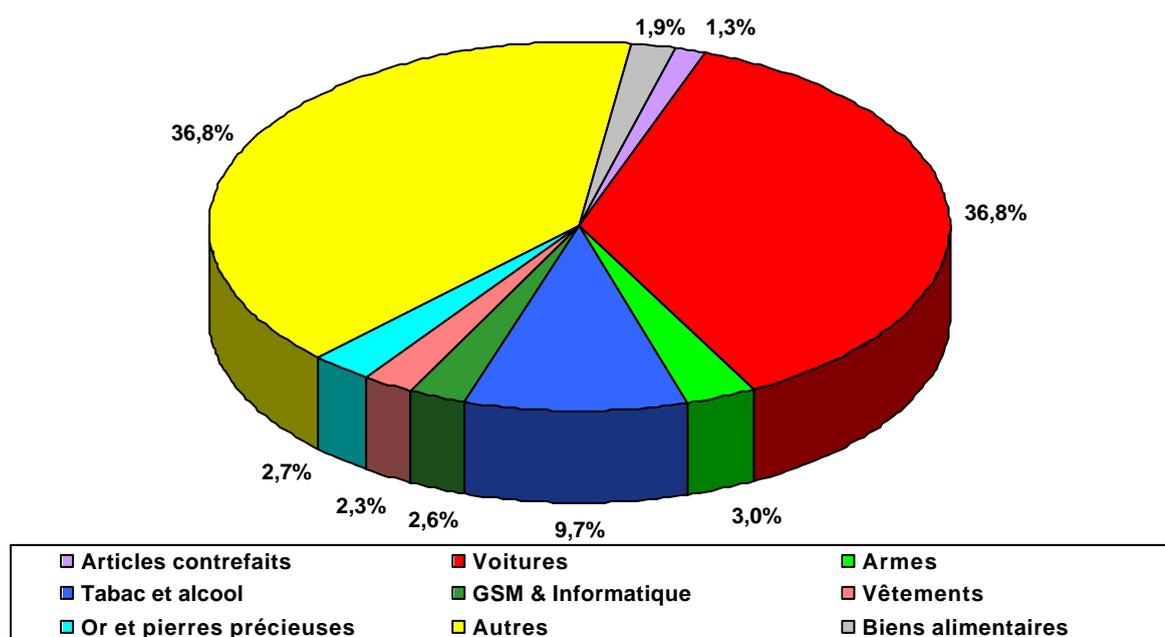
Le tableau ci-après reprend les principales formes de trafic illicite de biens et de marchandises rencontrées par la Cellule.

**Répartition par forme de trafic illicite de biens et de marchandises des 1.250 dossiers transmis entre le 1<sup>er</sup> décembre 1993 et le 31 décembre 2003**

Type de trafic	Du 01/12/93 au 31/12/03	%
Voitures	460	36,8
Tabac, cigarettes ou alcool	121	9,7
Armes	37	3,0
Minerais, or et pierres précieuses	34	2,7
GSM, informatique, hi-fi, vidéo	32	2,6
Vêtements et textiles	29	2,3
Biens d'alimentation	24	1,9
Articles contrefaits	16	1,3
Autres*	497	39,7
<b>Total</b>	<b>1.250</b>	<b>100 %</b>

\* Cette rubrique reprend également les trafics de produits pétroliers, d'animaux protégés, de déchets chimiques, d'antiquités, de matériaux de construction, de médicaments, de produits cosmétiques, d'œuvres d'art, etc. Dans un certain nombre de cas, la nature exacte des biens faisant l'objet du trafic illicite n'a pu être déterminée avec certitude.

**Répartition par forme de trafic illicite de biens et de marchandises des 1.250 dossiers transmis entre le 1<sup>er</sup> décembre 1993 et le 31 décembre 2003**



Enfin, on observera que la Cellule a transmis, lors du dernier exercice, 154 cas liés à la fraude fiscale grave et organisée (il s'agit essentiellement de carrousels TVA) ce qui correspond tant en 2002 qu'en 2003 à une hausse sensible des dossiers liés à cette criminalité dont la détection par les déclarants a été sensiblement améliorée. Les dossiers de blanchiment provenant de la fraude fiscale grave et organisée mettant en oeuvre des mécanismes complexes ou usant de procédés à dimension internationale sont passés à 505 au 31 décembre 2003. Le tableau ci-dessous reprend les principales formes de fraude fiscale rencontrées par la Cellule.

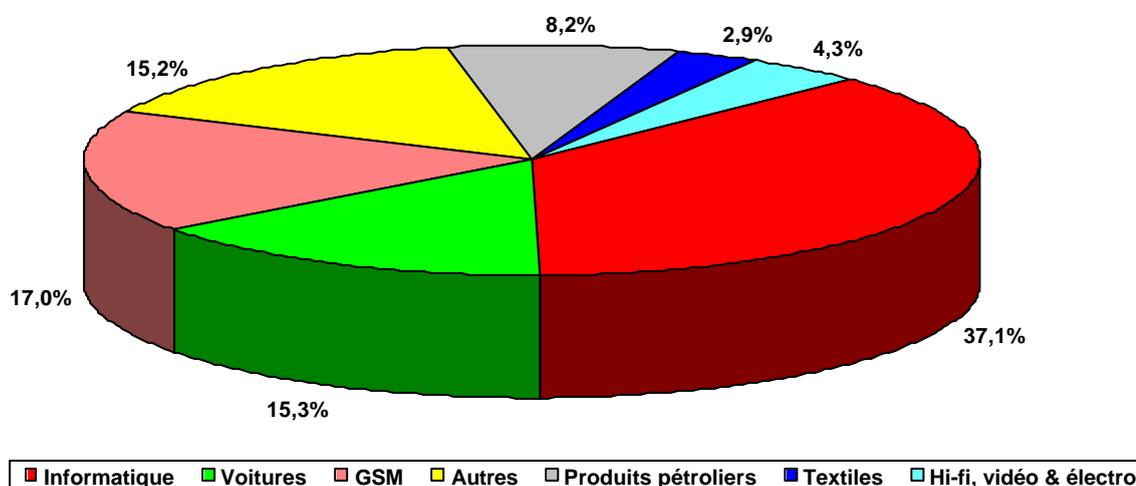
**Répartition des dossiers liés à la fraude fiscale grave et organisée par type de fraude du 1<sup>er</sup> décembre 1993 au 31 décembre 2003**

	Nombre	%
Fraude à la TVA de type "carrousel"	512	88,3
Autres fraudes fiscales graves et organisées*	68	11,7
<b>Total</b>	<b>580</b>	<b>100 %</b>

\* Les autres fraudes fiscales graves et organisées concernent des dossiers à dimension internationale qui présentent des constructions complexes mettant en place des sociétés écrans et portant sur des montants importants. Les intervenants sont aussi bien de nationalité belge que de nationalité étrangère.

**Répartition par type de biens des 512 dossiers liés à des carrousels TVA transmis entre le 1<sup>er</sup> décembre 1993 et le 31 décembre 2003**

	Nombre	%
Matériel informatique	190	37,1
Voitures	78	15,3
GSM	87	17,0
Produits pétroliers	42	8,2
Produits textiles	15	2,9
Hi-fi, vidéo & électro	22	4,3
Autres	78	15,2
<b>Total</b>	<b>512</b>	<b>100 %</b>



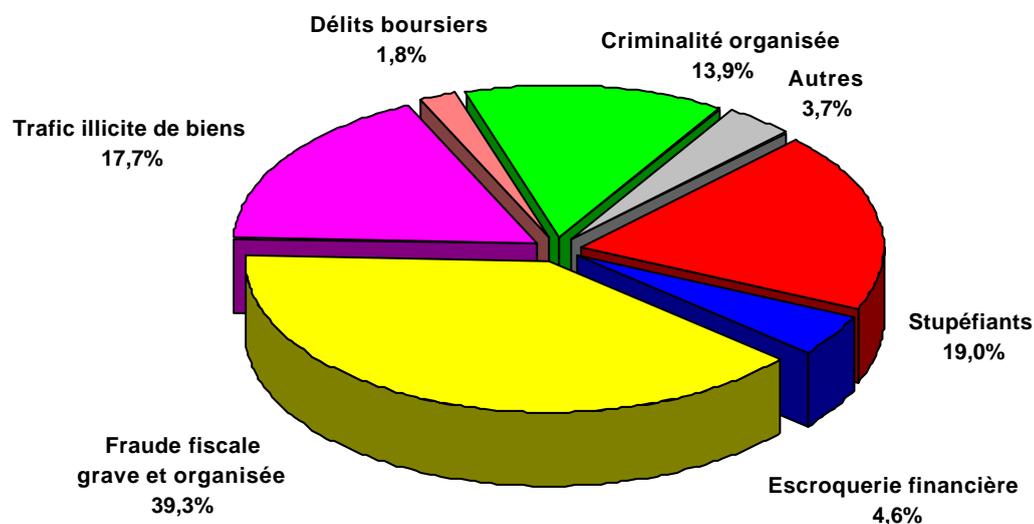
#### 4.7. Montants relatifs aux dossiers transmis aux procureurs du Roi par forme principale de criminalité

##### 4.7.1. Chiffres d'ensemble

Montants en millions d'euros

Criminalité	Du 01/12/93 au 31/12/03	%	Du 01/01/03 au 31/12/03	%
Fraude fiscale grave et organisée	4.363,98	39,3	473,47	41,2
Stupéfiants	2.113,70	19,0	77,61	6,8
Trafic illicite de biens	1.959,39	17,7	233,60	20,3
Criminalité organisée	1.545,74	13,9	49,54	4,3
Escroquerie financière	516,79	4,6	75,68	6,6
Délits boursiers	196,64	1,8	108,81	9,5
Banqueroute frauduleuse	106,75	1,0	38,90	3,4
Terrorisme	79,87	0,7	42,35	3,7
Trafic d'êtres humains	74,32	0,7	8,07	0,7
Corruption de fonctionnaires	50,16	0,4	30,19	2,6
Exploitation de la prostitution	28,81	0,3	4,08	0,3
Fraude au détriment de l'U.E.	28,80	0,3	0,22	-
Trafic d'hormones	23,71	0,2	4,86	0,4
Trafic de main-d'œuvre	14,85	0,1	2,04	0,2
Vol ou extorsion avec violences	1,08	-	0,44	-
<b>Total</b>	<b>11.104,59</b>	<b>100 %</b>	<b>1.149,86</b>	<b>100 %</b>

#### Répartition des montants relatifs aux dossiers transmis aux procureurs du Roi entre le 01/12/93 et le 31/12/03 par forme principale de criminalité

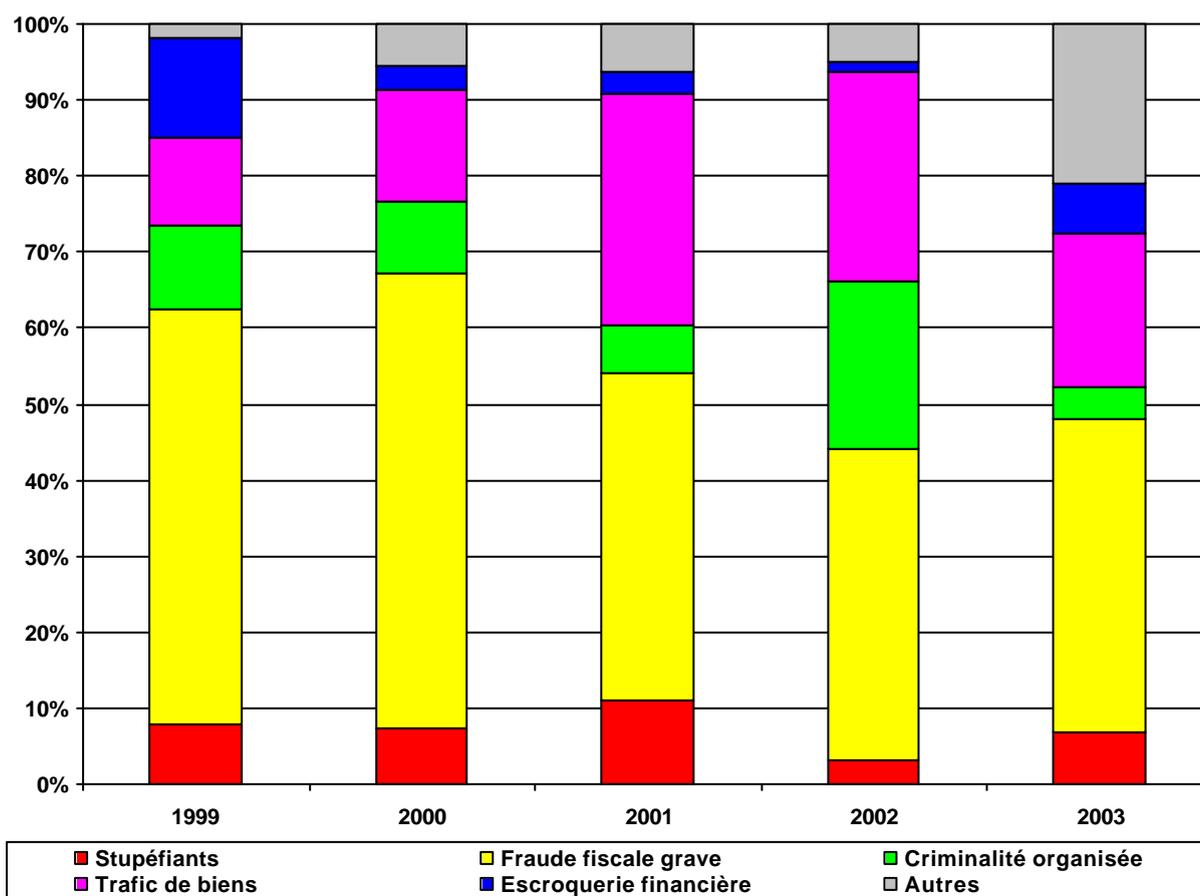


## 4.7.2. Evolution au cours des 5 dernières années

Montants en millions de EUR

<b>Criminalité</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>
Fraude fiscale grave et org.	722,82	669,59	347,56	1.096,73	473,47
Stupéfiants	104,64	83,55	89,45	81,28	77,61
Criminalité organisée	144,75	105,41	50,30	593,38	49,54
Trafic illicite de biens	152,50	165,27	245,56	735,93	233,60
Escroquerie financière	174,41	35,23	22,35	35,12	75,68
Autres	23,66	61,97	51,71	136,06	239,96
<b>Total</b>	<b>1.322,78</b>	<b>1.121,02</b>	<b>806,93</b>	<b>2.678,50</b>	<b>1.149,86</b>

Les chiffres de 2002 ont été marqués par une hausse extrêmement considérable des montants liés à la fraude fiscale grave et organisée (carrousels TVA), à la criminalité organisée et au trafic illicite de biens. En 2003, les montants relatifs à ces criminalités sont revenus à des niveaux comparables aux années précédentes.

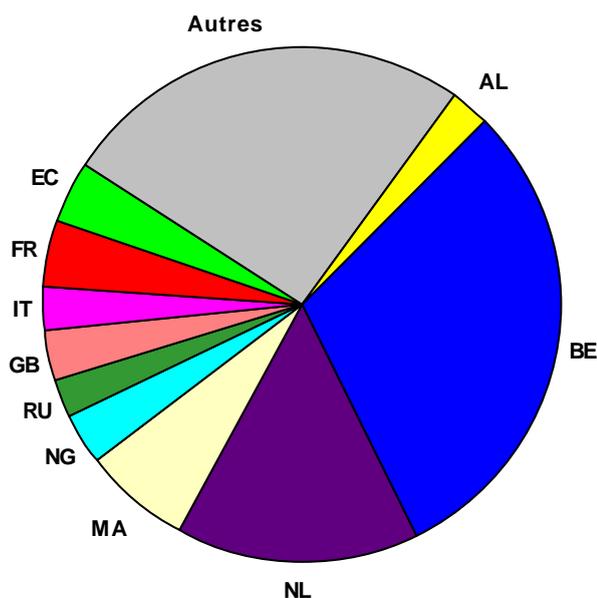


#### 4.8. Répartition par nationalité de l'intervenant principal des dossiers transmis aux procureurs du Roi

##### 4.8.1. Chiffres d'ensemble

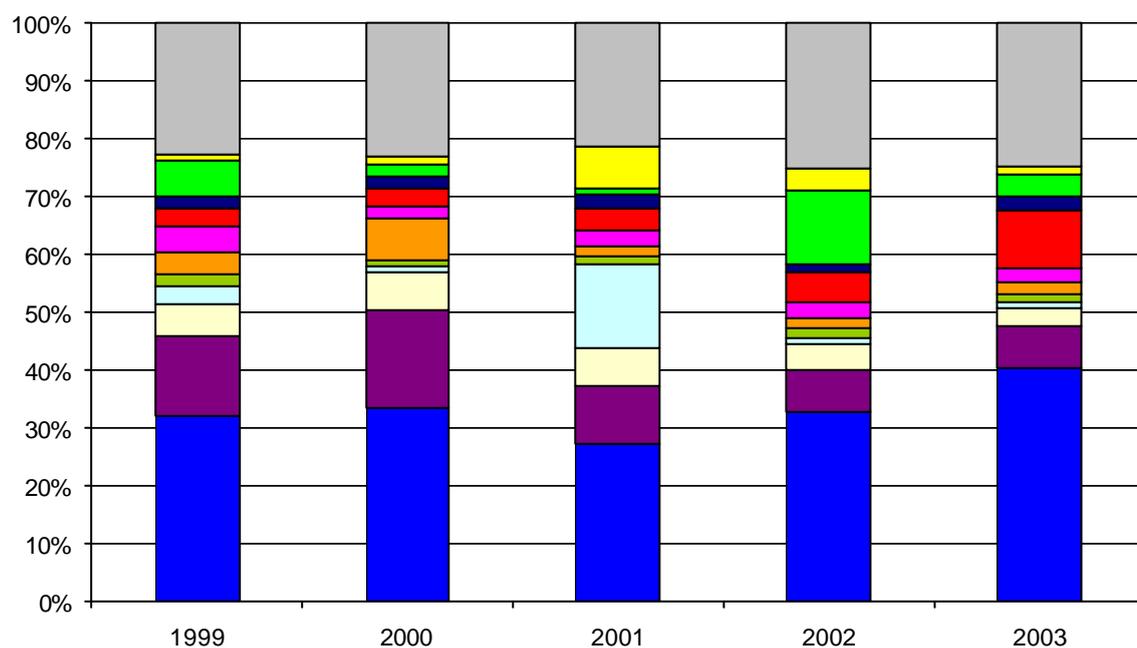
Nationalité	Du 01/12/93 au 31/12/03	%	Du 01/01/03 au 31/12/03	%
belge	1.738	30,2	316	40,4
néerlandaise	874	15,2	57	7,3
marocaine	380	6,6	23	2,9
française	242	4,2	78	10,0
équatorienne	227	3,9	31	3,9
nigériane	196	3,4	8	1,0
britannique	167	2,9	17	2,2
italienne	160	2,8	19	2,4
albanaise	144	2,5	11	1,4
russe	144	2,5	11	1,4
turque	123	2,1	17	2,2
congolaise (RDC)	89	1,5	8	1,0
allemande	73	1,3	9	1,1
israélienne	64	1,1	2	0,3
libyenne	58	1,0	4	0,5
libanaise	58	1,0	6	0,8
autres	1.027	17,8	166	21,2
<b>Total</b>	<b>5.764</b>	<b>100</b>	<b>783</b>	<b>100</b>

#### Répartition des 5.764 dossiers transmis aux procureurs du Roi par nationalité de l'intervenant principal



## 4.8.2. Evolution au cours des 5 dernières années

Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
belge	158	266	269	339	316
néerlandaise	67	134	95	74	57
marocaine	28	52	65	46	23
française	15	24	36	54	78
équatorienne	30	18	11	130	31
nigériane	15	8	145	11	8
britannique	19	59	18	18	17
italienne	22	17	26	29	19
albanaise	5	11	69	39	11
russe	10	9	13	18	11
turque	10	16	25	14	17
autres	113	184	213	262	195
<b>Total</b>	<b>492</b>	<b>798</b>	<b>985</b>	<b>1.034</b>	<b>783</b>



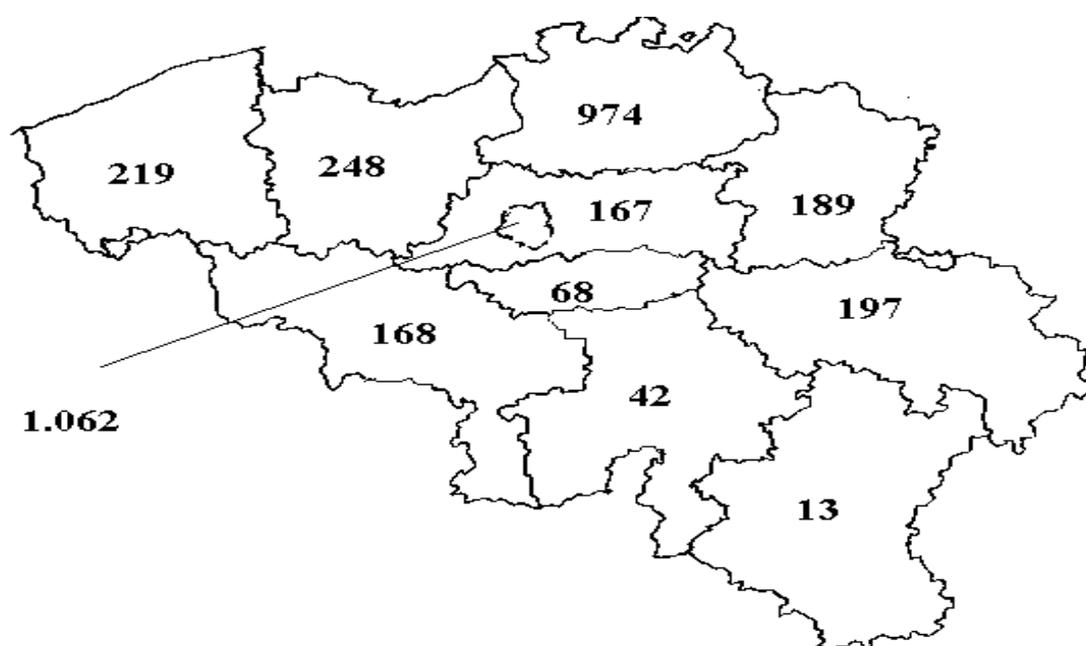
■ belge	■ néerlandaise	□ marocaine	□ nigériane	■ russe	■ britannique
■ italienne	■ française	■ turque	■ équatorienne	■ albanaise	■ autres

#### 4.9. Répartition par lieu de résidence de l'intervenant principal des dossiers transmis aux procureurs du Roi

##### 4.9.1. Résidence en Belgique

Le tableau ci-dessous donne la répartition, par lieu de résidence, des 3.421 dossiers transmis aux procureurs du Roi, du 1<sup>er</sup> décembre 1993 au 31 décembre 2003, dans lesquels le principal intervenant réside en Belgique.

	Nombre de dossiers	%
Bruxelles	1.062	31,0
Anvers	974	28,5
Liège	271	7,9
Flandre orientale	248	7,3
Flandre occidentale	219	6,4
Limbourg	189	5,5
Hainaut	168	4,9
Brabant flamand	167	4,9
Brabant wallon	68	2,0
Namur	42	1,2
Luxembourg	13	0,4
<b>Total</b>	<b>3.421</b>	<b>100 %</b>



#### 4.9.2. Résidence à l'étranger

Le tableau ci-dessous donne la répartition, par lieu de résidence, des dossiers transmis aux procureurs du Roi dans lesquels le principal intervenant ne réside pas en Belgique.

Pays de résidence	du 01/12/93 au 31/12/03	%	du 01/01/03 au 31/12/03	%
Pays-Bas	962	41,1	43	18,2
France	233	9,9	71	30,1
Nigeria	152	6,5	1	0,4
Royaume-Uni	126	5,4	6	2,5
Russie	79	3,4	3	1,3
Allemagne	76	3,2	10	4,2
Italie	53	2,3	4	1,7
Maroc	42	1,8	3	1,3
Espagne	42	1,8	6	2,5
Libye	36	1,5	0	0
Etats-Unis	34	1,4	10	4,2
Luxembourg	31	1,3	7	3,0
Israël	28	1,2	2	0,9
Rép. Dém. du Congo	23	1,0	4	1,7
Autres	426	18,2	66	28,0
<b>Total</b>	<b>2.343</b>	<b>100 %</b>	<b>236</b>	<b>100 %</b>

